

Front social/Plusieurs secteurs en agitation

Le gouvernement sous pression



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3396 - Dimanche 26 octobre 2014 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou
**100 médecins généralistes
et 38 spécialistes n'ont
pas rejoint leurs postes**

Page 24



Pour garder la stabilité et la sécurité

Amar Ghoul appelle toutes les formations à s'unir

Page 2

Le FFS au charbon

Par Mohamed Habili

Le FFS n'a pas encore achevé son tour de la classe politique, sous son double aspect de partis et de personnalités, que l'on sait déjà que cet attelage de fortune labellisé CNTLD non seulement rejette jusqu'à l'idée de consensus national mais affecte de ne voir dans l'initiative portée par le plus vieux parti de l'opposition qu'une manœuvre, une de plus, d'un pouvoir qui, à l'en croire, n'en aurait plus pour longtemps. Les communiqués émis à la suite du passage de la délégation du FFS sont rédigés dans un style où l'aigreur prend assez nettement le pas sur la courtoisie de rigueur dans ce genre de mondanité. A les lire, on se prend à penser au climat détestable dans lequel elles ont dû se dérouler, à se demander qu'est-ce qui a bien pu s'échanger pendant tout le temps qu'elles ont duré, d'autant que celui-ci ne semble pas avoir été des plus réduits. C'est ainsi qu'on a parlé de deux heures s'agissant de celle qui s'est tenue dans les locaux de Ali Benflis. Il faut que le FFS croie vraiment à son projet de consensus national pour supporter pendant deux heures les insinuations les plus désobligeantes de la part de gens pour lesquels lui-même, à vrai dire, n'avait jamais professé une grande estime. Sauf à croire que les communiqués sont complètement trompeurs, que les rencontres en elles-mêmes ont été bien plus chaleureuses que ce qu'ils laissent supposer.

Suite en page 3

La Coordination de la transition charge le parti

L'impossible consensus voulu par le FFS

Lire page 3



Plus > D. R.

Le Front des forces socialistes a à peine entamé une série de consultations que l'approche, en vue de reconstruire un consensus national qui regrouperait le pouvoir et l'opposition, semble impossible à réaliser.

2^{es} élections législatives en Tunisie

Un scrutin sous haute tension

Page 4



Echanges culturels entre l'Algérie et l'Espagne

La musique arabo-andalouse pour célébrer l'amitié

Page 13

Grands projets de boisement Ressusciter d'autres barrages verts

LE MINISTRE de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a indiqué, samedi à Tipasa, que les services de son département réfléchissent sur l'éventualité de ressusciter les grands projets de boisement, à l'image du Barrage vert, dans l'objectif de préserver l'équilibre écologique du pays.

Le ministre veut «faire renaître ce genre de grands projets et ses opérations du secteur des forêts», a-t-il ajouté, en marge d'une visite d'inspection effectuée dans la wilaya, appelant à la nécessité d'inculquer la culture écologique chez les citoyens de manière générale.

La célébration de la Journée nationale de l'arbre est une occasion pour se rappeler de l'attitude préjudiciable de l'homme à détruire le couvert végétal à travers les incendies, a-t-il encore indiqué, à l'issue de la cérémonie de la célébration organisée au niveau du barrage de Boukourdane.

«Il faudrait, aujourd'hui, faire une évaluation objective sur le rôle de l'homme, principal facteur dans la destruction des forêts et prendre des mesures à même de préserver ce patrimoine et éviter, par conséquent, les répercussions néfastes de sa déperdition», a-t-il souligné.

Le ministre a, en outre, rassuré les employés du secteur des forêts sur l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles de travail, rendant hommage aux «grands efforts qu'ils déploient pour préserver le patrimoine forestier national».

Il a ajouté qu'il était «au courant des difficultés et obstacles auxquels ces employés font face», réitérant la «nécessité d'améliorer leurs conditions de travail».

Nouri a dirigé une opération de boisement au niveau du barrage de Boukourdane qui a connu la participation de plusieurs associations écologiques locales, avant d'écouter les préoccupations d'investisseurs et de professionnels dans le secteur de l'agriculture présents dans un Salon dédié à la production agricole au niveau de la wilaya de Tipasa.

Des victimes du terrorisme et des retraités du secteur de l'agriculture et des forêts ont été également honorés à cette occasion.

Ghani T.

Front social/Plusieurs secteurs en agitation

Le gouvernement sous pression

■ Le vent de la colère fait un retour prononcé dans plusieurs secteurs qui ont déjà débrayé ou qui comptent descendre dans la rue pour faire part de leurs préoccupations. Il s'agit d'une nouvelle ébullition qui s'annonce au regard des menaces brandies par plusieurs syndicats.



Par Yasmine Ayadi

Place à la protesta et à la lutte pour une vie digne de son nom dans un temps où le pouvoir d'achat peine à résister devant la cherté de la vie. Les droits de travailleurs, les libertés syndicales, le respect des engagements non tenus par les différents départements ministériels donnent du grain à moudre aussi bien pour les travailleurs que pour les autorités publiques. Avec sa politique d'apaisement et de tergiversation quant à la résolu-

tion de plusieurs problèmes socioprofessionnels soulevés dans les différents cahiers revendicatifs, le gouvernement se retrouve à chaque fois face à l'insatisfaction chronique des travailleurs. Ainsi, outre les nouveaux arrivants sur le terrain de la protestation, le corps de la Sûreté et les pompiers en l'occurrence, les anciens mécontents du front social poursuivent leur lutte et annoncent des mouvements de protestations dans un avenir très proche. Après la protestation des enseignants du supérieur qui ont dénoncé les

dysfonctionnements de l'université algérienne et qui ont plaidé pour une cohabitation urgente entre les deux systèmes classique et LMD, ce sont les secteurs de l'éducation et de la santé qui comptent emboîter le pas. A commencer par les professeurs de l'enseignement paramédical. Selon les syndicats des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM), le recours à la protesta n'est pas à écarter si les doléances déposées à la tutelle ne sont pas satisfaites. Un préavis de grève a été déposé au

ministère de la Santé qui prendra effet à partir du 2 novembre. Les protestataires réclament entre autres l'élargissement de la prime de contagion, la titularisation des stagiaires de SNPEPM et la reconnaissance des diplômés des ces derniers. Du côté du secteur de l'éducation, d'autres syndicats annoncent des grèves prochainement, en plus de ceux qui l'ont déjà entamée à l'exemple de l'Unpef. Pour sa part, le Conseil national des lycées (CLA) annonce une journée de mécontentement le 10 novembre. Dans son communiqué, le CLA avoue «l'absence totale de la tutelle dans son apport à amener des solutions concrètes mais qui au contraire continue sa fuite en avant en faisant des diversions et en assumant la responsabilité à l'autre». Le CLA estime que la situation dans les établissements scolaires est catastrophique et d'énumérer que le mouvement de protestation a touché plus de 60 % pour dénoncer la surcharge des classes. (10% d'établissements travaillent dans des classes de plus 50 élèves et 50 % d'établissements travaillent dans des classes de plus 40 élèves). Selon ledit syndicat, le manque d'encadrement au niveau pédagogique et administratif a entraîné l'anarchie et la violence à l'intérieur des écoles ainsi que l'insécurité qui y règne.

Y. A.

Pour garder la stabilité et la sécurité

Amar Ghoul appelle toutes les formations à s'unir

Dans une allocution devant les cadres de sa formation politique, à l'hôtel Oasis (Hussein Dey), le président de Tajamoue Amal El-Djazair (TAJ), Amar Ghoul a affirmé hier, qu'il adhérerait à toute initiative susceptible de «servir l'intérêt général et rapprocher les Algériens».

Le même responsable a indiqué que TAJ adhérerait à toute initiative qui serve l'intérêt général, rapproche les Algériens et vise à édifier une Algérie meilleure, qu'elle provienne de partis représentés au gouvernement ou non ou de personnalités politiques. Il a affirmé qu'il répondra «positivement et par le dialogue responsable et la sincérité à toute initiative qui, dans cet esprit, vise à dégager un facteur commun qui rapproche et fédère la classe politique et renforce les institutions de l'Etat». Ghoul a également évoqué les défis qui se posent à la région, défis, a-t-il dit, qui nous interpellent à l'effet de «nous unir davantage et de conjuguer nos efforts et nos potentialités». Le président de TAJ a précisé dans ce cadre que son parti «salue et appuie les efforts consentis par l'Etat pour parvenir à une réconciliation nationale dans les pays voisins» soulignant que «la sécurité et la stabilité au Mali, en Libye et en Tunisie renforçait la sécurité et la stabilité de l'Algérie». Le président de TAJ Amar Ghoul a appelé la classe politique à soutenir les efforts de l'Etat et de l'Armée nationale populaire (ANP) pour le maintien de la sécurité et de la stabilité. «Nous appelons la classe poli-



tique à soutenir les efforts de l'Algérie, de son président Abdelaziz Bouteflika, de l'ANP et de tous les corps de sécurité pour le maintien de la sécurité et de la stabilité», a souligné Ghoul. «N'était le travail quotidien et compliqué pour lequel l'Etat a consacré tous les moyens matériels et humains et sans l'extrême sagesse qui caractérise ses rapports avec ses voisins et tous les pays de la région, l'Algérie aurait été touchée par bien des maux», a affirmé Ghoul. S'agissant de la situation en Libye, Ghoul a salué l'initiative du président Bouteflika qui propose «d'ap-

préhender cette question à travers une approche positive». Au plan politique, Ghoul a appelé «tous les partenaires» à réaliser «un consensus national» autour des questions essentielles dont la Constitution, la sécurité et la stabilité. Concernant le projet de révision constitutionnel, le président de TAJ a appelé de nouveau à «élargir la consultation et à rapprocher les vues autour de ce document important», affirmant que son parti «aspire à une Constitution à la hauteur des défis actuels et des exigences de l'avenir».

Ahcene Hadjam

La Coordination de la transition charge le parti

L'impossible consensus voulu par le FFS

■ Le Front des forces socialistes a à peine entamé une série de consultations que l'approche, en vue de reconstruire un consensus national qui regrouperait le pouvoir et l'opposition, semble impossible à réaliser.



Nebbou, premier secrétaire du FFS

Par Nacera Chennafi

Le plus vieux parti de l'opposition s'expose aux critiques et au rejet de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) composée du MSP, Jil Jadid, Parti Al Adala, Ennahda et l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour.

A l'issue d'une rencontre au siège du Mouvement Ennahda, tenue vendredi dernier et à laquelle ont assisté notamment Abderrezak Mokri (MSP), Mohcène Belabbas (RCD) et Sofiane Djilali (Jil Jadid), la CNLTD rejette les consultations entamées par le FFS depuis mardi dernier dans le cadre de son initiative portant organisation d'une conférence du consensus

national. Dans un communiqué publié vendredi dernier, les trois leaders de la CNLTD, dont Mokri, Belabbas et Djilali, accusent le FFS d'être instrumentalisé par le pouvoir. «Après son échec des concertations autour de la Constitution (...), le système politique cherche encore, à travers des méthodes détournées, à traîner la classe politique à de nouvelles concertations qui ne servent à rien et qui ont commencé dernièrement». La CNLTD parle également de manœuvres en appelant la classe politique à «faire preuve de prudence contre ce qu'elle qualifie de manœuvres» et à continuer à faire pression sur «le système politique à travers des moyens pacifiques». Cette coordination appelle également le peuple algérien à adopter son projet de

transition démocratique et «de l'opposition sérieuse et ne pas être entraîné par des illusions». Dans ce contexte, le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, affirme que l'initiative du FFS, dans le contexte politique actuel, «n'a aucune chance d'aboutir». Il soupçonne que derrière la démarche du FFS, il y a «des calculs purement politiques». Il s'agit, selon Djilali Sofiane, de justifier «son intégration future au sein du gouvernement». Pour rappel, une délégation du FFS a été reçue jeudi par Abderrezak Mokri, président du MSP, au siège de son parti. Dans un communiqué publié sur son site internet et signé par son premier responsable, le MSP ne nie pas l'existence de rapprochement dans les visions sur la «situation inquiétante du pays sur le plan

économique, politique, social et sur le plan régional et international». Cependant, pour ce parti islamiste «l'initiative proposée au mouvement n'a pas apporté du nouveau». Pour le MSP, les efforts du FFS doivent être «orientés vers le pouvoir». Pour sa part, Ali Benflis, qui coordonne avec la CNLTD, avait posé, lors de sa rencontre avec le FFS tenue mercredi dernier, de tenir des élections qui toucheraient toutes les institutions, puisque l'ancien candidat malheureux à la présidentielle du 17 avril dernier ne croit pas à la légitimité des institutions actuelles, une légitimité qui constitue une ligne rouge pour le FLN.

Le FFS, qui avait rejeté l'initiative de la CNLTD, a pourtant participé à la fameuse rencontre du 10 juin dernier à Zéralda qui a été qualifiée de plus grand rassemblement de l'opposition dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Aujourd'hui, c'est la CNLTD qui dit non au FFS, l'accusant de vouloir casser son projet politique. Il est à rappeler sur ce point que le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, qui a ouvert le bal des consultations du FFS, avait parlé d'un gouvernement dans lequel l'opposition doit être représentée. Cependant, peut-on minimiser l'initiative du FFS à une simple participation au gouvernement, alors qu'il pouvait l'intégrer sans passer par tout ce parcours ? Dans ses consultations, le FFS affirme qu'il vient avec une feuille blanche, mais on ne sait pas ce qui sera écrit sur celle-ci et qui l'écrira et pour quel objectif. Même les partis du pouvoir n'ont pas dit «oui» au FFS. Les consultations du FFS interviennent au moment où aucune annonce n'est faite sur la suite du processus de la révision de la Constitution. Sans le quitus des partis et personnalités déjà consultés, on se demande avec qui le FFS pourra reconstruire son vieux projet de consensus national. **N. C.**

Réintégration des travailleurs et fonctionnaires licenciés

Un taux d'exécution des décisions de justice «appréciable»

Le taux d'exécution des décisions de justice en matière administrative et sociale a atteint plus de 96%, a affirmé jeudi le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh.

Le ministre, qui répondait à une question d'un membre du Conseil de la nation sur les mesures relatives à l'exécution des décisions relatives à la réintégration des travailleurs et fonctionnaires licenciés, a souligné que le taux d'exécution des décisions de justice en matière administrative et sociale a atteint 96%.

Le ministre a toutefois relevé l'inexécution, jusqu'à l'heure, de certaines décisions de justice, en raison du caractère ambigu de la prononciation des jugements, d'où la complexité de leur exécution, a-t-il dit. Il a rappelé que les statistiques de la commission en charge du volet social, composée de représentants des ministères de la Justice,

du Travail et de l'Industrie, ainsi que des représentants de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du patronat, a recensé depuis 1999 l'exécution de plus de 81% des décisions de justice en matière sociale.

Louh a expliqué que l'exécution des décisions de justice exige la présence d'un huissier de justice, en sa qualité d'officier public chargé de l'exécution des décisions de justice et des différents titres exécutoires, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi régissant la profession d'huissier de justice.

En vertu de l'article 612 du code de procédure civile et administrative, l'exécution forcée doit être précédée de la signification au poursuivi avec commandement d'avoir à se libérer de l'obligation contenue dans l'article exécutoire, dans un délai de quinze jours.

Concernant le secteur public, Louh a indiqué que pour garantir l'application des décisions sur l'administration dans ce secteur, l'article 138 du code pénal amendé et complété stipule que tout fonctionnaire qui use du pouvoir que lui confère sa fonction pour ordonner l'arrêt de l'exécution d'une décision de justice ou qui, volontairement, refuse ou entrave l'exécution de cette décision ou s'y oppose, est puni de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de 5 000 à 50 000 de dinars.

Au volet économique, l'exécution des décisions de justice concernant la réintégration des travailleurs licenciés porte sur l'obligation pour l'employeur de réintégrer le travailleur licencié à son poste et l'indemniser conformément à la loi sur les relations de travail et à l'article 625 du 1^{er} alinéa du code de procédure civile et administrative.

Yazid madi

LA QUESTION DU JOUR

Le FFS au charbon

suite de la page Une

Hypothèse peu probable, mais enfin, comme ces échanges se sont déroulés à huis clos, rien ne permet de dire qu'ils se sont tous caractérisés par une absence totale de courtoisie. Après tout, ils ont pu prendre une tournure différente selon le client. Il y a tout lieu de penser que la délégation a reçu un meilleur accueil chez Moulood Hamrouche que chez Ali Benflis. Entre ce parti et Hamrouche, il y a un passé en effet, d'anciennes bonnes relations, dont il doit rester quelque chose, même dans le cas où ces relations se seraient beaucoup distendues. Ce n'est pas le cas avec Benflis, ainsi du reste que cela transparait dans les termes assez rudes de son communiqué émis à l'issue de la visite. D'où l'intérêt qu'il y aurait à comparer sa prose avec celle de Hamrouche, si celui-ci se prêtait au même exercice, ce qui n'est pas évident. Autre point qu'il convient de prendre en considération : il n'entrait pas dans l'intention du FFS de voir la CNLTD en tant que telle, ni de la consulter dans l'ensemble de ses composantes. Il ne pouvait pas par exemple envoyer prendre l'avis de Jil Jadid sans nuire et à l'initiative et à sa propre réputation. Il s'agit, certes, de n'exclure personne du consensus national à rebâtir sur de nouvelles bases, mais enfin pour être partie prenante à l'entreprise, il faut justifier d'un minimum de base sociale, ou alors d'un minimum de crédibilité. Sofiane Djilali s'est vengé du dédain professé à son endroit en déclarant que l'initiative du FFS n'a en réalité d'autre but que de lui faire obtenir quelques ministères. En choisissant lui-même ses interlocuteurs, le FFS ne peut que froisser l'ego des parties non prises en considération par lui. Cela, il ne pouvait pas ne pas l'avoir anticipé. Mais ce qu'il a pu lui échapper, c'est le fait que chacun des membres de la CNLTD approché par lui parlerait non pas en son nom propre mais au nom de l'ensemble de ses alliés. Ne serait-ce que pour que les membres écartés n'aillent pas s'imaginer quelque entente secrète faite à leurs dépens. De là en particulier le ton peu amène du communiqué de Benflis qui ne veut surtout pas que l'initiative du FFS, une pure diversion à ses yeux, ait pour effet de rompre l'attelage dont il a le sentiment d'être la pièce maîtresse, la force motrice, le chef de file, le candidat consensuel à la présidentielle qui d'après lui ne saurait tarder.

M. H.

2^{es} élections législatives en Tunisie

Un scrutin sous haute tension

■ C'est aujourd'hui que se tiendront les deuxièmes élections législatives de l'après-révolution de janvier 2011. Malgré une situation sécuritaire plutôt minée, ces législatives qui devront dessiner les contours de l'après-transition démocratique en Tunisie, sont «porteuses» de beaucoup d'«espoir» pour les quelque 5,2 millions d'électeurs tunisiens appelés aux urnes.

Par Lynda Naili Bourebrab

Trois ans après le premier scrutin libre du pays, les Tunisiens retourneront aujourd'hui aux urnes pour élire un Parlement de 217 députés pour une durée de cinq années avec pour principal objectif l'instauration d'institutions pérennes.

Ainsi, ces deuxième législatives qui seront suivies par une élection présidentielle, le 23 novembre prochain, constituent une étape charnière dans le processus de transition démocratique du pays, en ce sens où elles devraient marquer la fin de la phase transitionnelle, amorcée au lendemain de la chute du régime de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011 et le règne de la Troïka à l'Assemblée constituante depuis octobre 2011, formée par le parti Ennahda, le Congrès pour la République (CPR) et Ettakatol.

La campagne électorale, qui a pris fin vendredi soir avec la tenue des derniers meetings, s'est déroulée dans un climat plutôt calme en dépit de fortes

craintes d'attaques terroristes. Ces craintes ont été en effet justifiées suite aux événements survenus à Oued Ellil, dans la banlieue ouest de Tunis, où un agent des forces de l'ordre tunisiennes a été tué jeudi matin dans un échange de tirs avec des éléments «terroristes» qui avec femmes et enfants se sont retranchés dans une maison louée dans cette localité. Après vingt-quatre heures de négociations, à l'expiration de l'ultimatum fixé par les autorités, l'assaut a été donné, faisant six morts. A ce propos, rappelant le renforcement d'un vaste dispositif sécuritaire déployé à travers le pays à l'occasion de ce scrutin, le Premier ministre tunisien, Mehdi Jomâa, fera savoir que «nous avons un dispositif sécuritaire qui monte en puissance, qui monte en efficacité. L'opération d'hier, moi ce que j'en retire, c'est que le dispositif est efficace et qu'il doit encore monter en vigilance».

Ceci étant, parmi les formations en lice pour ces élections, les pronostics sont d'ores et déjà en faveur de deux partis, à savoir celui de Rached Ghanouchi, Ennahdha en l'occurrence, et de Nidaa Tounes, dirigé par une figure du bourguibisme, Beji Caid Essebsi, Premier ministre du premier gouvernement post Ben Ali. En effet, en dépit de la participation de 1 300 listes totalisant 13 000 candidats, la scène politique tunisienne connaît une nette bipolarisation entre Ennahdha et Nidaa Tounes.

Ainsi, le président du mouvement Ennahdha, soulignant que le gouvernement de la troïka chapoté par le mouvement Ennahdha a «préservé l'Etat tunisien de disparition» où le mouvement a joué un «rôle important», a estimé que la politique de



concorde nationale visant à consacrer l'unité entre les enfants d'une même nation était la meilleure voie à adopter par l'Etat tunisien, affichant son optimisme quant à l'avenir de son pays qui a pu transcender les dangers qui le guettaient. «Dès son accès au pouvoir, Ennahda a opté pour la politique de concorde et de pardon, loin de tout esprit vindicatif», a rappelé le numéro un du parti qui s'exprimait dans un meeting à Tunis vendredi soir, dernier jour de la campagne électorale pour les élections législatives.

En outre, s'adressant à ses partisans, Ghannouchi est revenu sur le terrorisme, «une entreprise perfide de la dictature dont il faut sauver la société en diffusant la véritable image de l'Islam, celle de la modération et de la

tolérance». Il a, par ailleurs, exprimé son soutien aux forces de sécurité et à l'Armée tunisiennes dans leur lutte contre les groupes terroristes.

Par-delà la rivalité entre ces deux tendances politiques qui caractérisent le paysage politique en Tunisie, l'enjeu principal, relèvent des observateurs, a trait à l'impact qu'auront les législatives sur la suite de l'expérience que la Tunisie a eu à vivre dans le sillage des changements brutaux produits dans certains pays arabes.

Pour ces observateurs, l'issue des législatives d'aujourd'hui «dessinera les contours de ce que sera l'après-transition» et aura des conséquences certaines sur l'avenir de la démocratie en Tunisie. Et pour cause, la réussite de ces élections législa-

tives permettra à la Tunisie d'asseoir les conditions nécessaires pour l'ancrage du processus démocratique et garantir le passage du stade d'institutions provisoires à celui d'institutions stables et durables. De plus, pour les observateurs, la réussite de ce scrutin est une condition sine qua non pour la nouvelle Assemblée élue et pour le futur gouvernement qui en sera issu, qui auront à éradiquer le terrorisme, à relever les défis dans les différents domaines et notamment mettre en chantier les différentes réformes structurelles adéquates pour, entre autres, résoudre la question du chômage et aller vers une croissance économique à travers le développement des différents secteurs porteurs.

L. N. B.

Ligne commerciale Alger-Tlemcen-Alger Tassili Airlines inaugure une nouvelle desserte

LA COMPAGNIE nationale Tassili Airlines (TAL) a inauguré, jeudi soir, à l'aéroport «Messali-El-Hadj» de Tlemcen, une nouvelle desserte reliant cette ville à Alger à raison de deux fois par semaine, renforçant son réseau domestique vers les régions de l'ouest. Les vols de cette liaison Alger-Tlemcen-Alger sont programmés chaque jeudi et samedi à 19h à partir d'Alger et un retour à 21h de Tlemcen, a indiqué à l'APS le responsable de la communication de cette compagnie, Karim Bahar, lors du vol inaugural de cette ligne. «Nous avons opté pour ces horaires afin de permettre aux passagers résidant à Alger ou Tlemcen de rentrer chez eux la veille du week-end et être de retour samedi soir pour reprendre leur travail dimanche. Il s'agit d'un service d'utilité publique qui s'adapte au monde du travail», a-t-il expliqué. Quant au tarif du billet aller-retour de la desserte Alger-Tlemcen-Alger, il est de 8 600 DA. En présence de plusieurs responsables de la compagnie, une dizaine de voyageurs ont effectué, à bord d'un appareil de type Bombardier Q-200, ce vol inaugural d'une durée de 1h10min à partir d'Alger.

Kamel L.

Pour demander la prise en charge des réfugiés de guerre à Béjaïa — Rassemblement demain d'un collectif de la société civile

La situation des réfugiés de guerre subsahariens et syriens inquiète certains partis politiques et associations de la wilaya de Béjaïa qui ont critiqué, dans une déclaration, la politique d'encadrement adoptée par les autorités envers eux. Dans leur déclaration commune, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), le Comité de solidarité avec les travailleurs de la wilaya de Béjaïa (CSTB), le Collectif d'étudiants et d'enseignants universitaires de Béjaïa (CEEUB) et le Mouvement démocratique et social (MDS) lancent un appel à la société pour un rassemblement, demain 27 octobre 2014 à 10h, devant le siège de la wilaya afin de «dénoncer l'abandon des pouvoirs publics de ses réfugiés de guerre et d'exiger des réponses appropriées à cette problématique». Les auteurs de l'appel interpellent d'ores et déjà les pouvoirs publics afin de «prendre des mesures hardies, organiser une politique de gestion des réfugiés de guerre, recenser tous les réfugiés, leur définir un statut, leur prodiguer les droits universels et fondamentaux (école,

santé...)). Ils estiment que «notre pays, qui a offert l'asile à ces derniers, n'a adopté aucune politique d'encadrement ni prise en charge et cela a créé une situation dramatique pour ces réfugiés et la population algérienne». Le problème dure depuis des mois, et «risque», selon les signataires de la déclaration, d'«engendrer des complications graves qui provoqueront des crises sociales». «Les réfugiés subsahariens et syriens ne sont que l'expression d'un processus de destruction des sociétés et des nations qui porte préjudice aux valeurs humanitaires et aux droits de l'homme», soulignent-ils. Des préjudices, comme l'exploitation de ces deniers à d'autres fins, peuvent provoquer aussi de la violence et des maladies. Des phénomènes «dangereux et immaîtrisables», avertissent les auteurs du document, invitant les citoyens à réfléchir prudemment à cette situation, car «ces réfugiés fuyants la guerre demandent l'asile et se retrouvent dans une misère, sans défense, livrés à eux-mêmes». A noter qu'il y a environ 2 500 personnes dans la wilaya de Béjaïa, selon les estima-

tions de la LADDH. On les retrouve un peu partout à travers la wilaya, surtout dans la ville de Yema Gouraya et dans les grands centres urbains comme Tazmalt, Akbou, Sidi Aïch, Tichy, etc. Ils ont installé leurs camps de fortune au quartier Edimco à Ihaddaden et dans la zone industrielle de Béjaïa, à proximité des unités ENCG-La Belle et l'Epla. Ces réfugiés ou migrants sont venus du Mali, du Niger, du Nigeria, de Syrie, etc. Ils ont fui les zones de combats et les guerres, la famine, la sécheresse. Certains sont venus tout simplement chercher du travail ou des voies pour transiter vers l'Europe. Les adolescents et les jeunes hommes se déplacent dans les villages, sillonnant les coins les plus reculés ; les enfants sont dans les quartiers parfois avec les femmes qui, souvent, restent dans les lieux peuplés. Ils font la manche et certains sont même dangereux, n'hésitant pas à harceler les passants. Une solution s'avère nécessaire, notamment une prise en charge, car la situation est devenue telle que ces derniers portent atteinte à la quiétude des habitants.

Hocine Cherfa

Visite programmée en novembre

Une délégation d'hommes d'affaires britanniques attendue à Alger

■ Une délégation d'hommes d'affaires britanniques effectuera une visite en Algérie en novembre prochain dans l'objectif de promouvoir le partenariat économique algéro-britannique.

Par Hassina Ch.

En prévision de cette mission organisée par le Conseil d'affaires algéro-britannique «UK-ABC», une rencontre à laquelle ont assisté les représentants d'une cinquantaine d'entreprises britanniques a été tenue mercredi dernier à l'ambassade d'Algérie afin de leur présenter un aperçu sur les potentialités du marché algérien. Durant cette réunion, l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Amar Abba, et le représentant personnel du Premier ministre britannique pour la promotion du partenariat économique avec l'Algérie, Lord Risby, se sont félicités de la «rapide et forte évolution» des relations économiques bilatérales dans de nombreux domaines lors de ces dernières années. Le diplomate algérien a tout d'abord fait remarquer que l'augmentation des échanges commerciaux entre les deux pays passant de 1,6 milliard de dollars en 2010 à 6,7 milliards de dollars en 2013, soit une hausse de 280% en un laps de trois années, «illustre parfaitement la progression fulgurante enregistrée dans les relations bilatérales». L'autre motif de satisfaction évoqué par l'ambassadeur algérien est la diversité des rapports économiques et la présence de plus en plus remarquée d'opérateurs économiques britanniques sur le marché algé-

rien. Tout en constatant la prédominance du secteur des hydrocarbures dans les relations bilatérales, il a, toutefois, observé que la coopération dans des secteurs aussi porteurs que l'industrie pharmaceutique, l'éducation, la santé publique, les finances et même l'agriculture et l'industrie spatiale se renforçaient davantage. C'est dans ce sens que M. Abba et Lord Risby n'ont pas manqué d'affirmer aux opérateurs économiques britanniques que ce développement «significatif» dans les relations bilatérales traduisait la volonté des deux gouvernements de donner un nouvel élan à la coopération et d'instaurer un «partenariat stratégique» entre les deux pays. Lord Risby, qui a effectué plusieurs visites en Algérie depuis sa nomination en octobre 2012 en qualité de représentant personnel du Premier ministre britannique, David Cameron, pour la promotion du partenariat économique algéro-britannique, a, ainsi, encouragé les hommes d'affaires du Royaume-Uni à se rendre en Algérie et à tirer profit des multiples opportunités qu'elle offre. S'adressant aux hommes d'affaires britanniques présents à cette rencontre, il a tenu à relever, à ce propos, l'amélioration sensible du climat des affaires en Algérie et la célérité avec laquelle les autorités algériennes aplanissent les difficultés qui apparaissent durant les discussions

sur les projets d'accords de partenariat. Pour Lord Risby, même si l'Algérie est un pays encore peu connu des Britanniques, il s'est dit, cependant, «convaincu» que la multiplication des missions économiques et commerciales permettraient de remédier à cette situation. A souligner que le Foreign Office avait publié, en septembre dernier, une note d'information sur l'Algérie destinée aux milieux d'affaires britanniques dans laquelle il leur a assuré que l'Algérie est un pays «politiquement stable», soulignant que «les appels d'offres du gouvernement algérien suivent des procédures strictes pour réduire le risque de pots-de-vin dans l'attribution des contrats». La même note a également relevé que «de nombreuses entreprises britanniques font état d'opérations commerciales réussies avec l'Algérie, loin de toute pratique de corruption». S'agissant des risques sécuritaires, le même document a indiqué que «les entreprises britanniques n'ont pas été une cible significative du terrorisme». Depuis le début de l'année 2014, la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Grande-Bretagne a enregistré plusieurs avancées. Ainsi, l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et l'UK Space Agency ont signé un mémorandum d'entente relatif à la coopération dans le domaine des activités spatiales civiles, qui a été suivi par un contrat avec la «Surrey



Lord Risby, représentant du Premier ministre britannique

Satellite technology Ltd» pour la réalisation du troisième satellite algérien «Alsat B1». En outre, un mémorandum a été signé dans le domaine de l'enseignement supérieur pour la formation, en Grande-Bretagne, de 500 PHD en langue anglaise durant les cinq prochaines années, tandis que l'International Hospital's Group a été retenu en vue de la construction d'un CHU de 500 lits à Tlemcen. Par ailleurs, le groupe Petrofac a décroché un second contrat de 970 millions de dollars, après celui de janvier 2011 d'une valeur de 1,2 milliard de dollars. Les deux pays ont aussi finalisé, en septembre dernier, un projet d'accord sur la non-double imposition qui devrait être signé avant la fin de l'année en cours. La dynamique que connaissent les relations

algéro-britanniques se reflète également dans les échanges de visites, à l'exemple de celle effectuée en juin dernier par une délégation conduite par M^{me} Alderman Fiona Woolf, qui est la Lord Mayor de la City de Londres, ainsi que par deux autres délégations de la «Scottish Development International» et de «Middle East Association».

H. Ch./APS

Dans le cadre du groupement Berkine

Un milliard de barils de pétrole produits par Sonatrach et ses partenaires

L'entreprise nationale des hydrocarbures (Sonatrach) et ses partenaires Anadarko, Eni et Maersk, ont franchit le seuil d'un milliard de barils de pétrole produits dans le cadre du groupement Berkine, a indiqué l'entreprise. Le groupement Berkine, opérateur constitué dans le cadre du contrat d'association de 1989, a dépassé le seuil d'un milliard de barils de pétrole produits,

issus des gisements de «HBNS et Satellites», précise Sonatrach dans un communiqué. Ces gisements sont situés dans le bloc 404 et d'El Merk (bloc 208) entrés respectivement en production en 1998 et 2013. L'entreprise précise que plus de deux cents puits répartis entre producteurs d'hydrocarbures des réservoirs «TAGI», carbonifère et Strunien et injecteurs de gaz et eau contribuent à cette

production qui avoisine actuellement 275 000 barils équivalent pétrole par jour. Le management des réservoirs est assuré par le groupement dans le respect des règles de conservation des gisements et de préservation de l'environnement. Sonatrach participe à hauteur de 51% dans ce contrat, alors que les 49% restants sont répartis entre Anadarko, Eni et Maersk. Lyes D.

Wilaya d'Alger

La valeur financière de la production agricole en hausse

La valeur financière de la production agricole de la wilaya d'Alger, durant la saison agricole 2013-2014, a atteint les 33,8 milliards de DA, en hausse de 12,6% par rapport à la valeur enregistrée durant la saison 2012-2013, selon la direction de l'agriculture de la wilaya d'Alger. La chef du service production et aide technique de la direction de l'agriculture de la wilaya d'Alger, M^{me} Ouzna Abadi, a expliqué, dans une déclaration à l'APS, que la valeur financière de la production agricole dans la wilaya d'Alger durant la saison agricole 2013-2014 avait atteint

33,8 milliards de dinars contre 30 milliards de dinars la saison dernière. La production des légumes a atteint durant la même période plus de 3,5 millions de quintaux. La production de pomme de terre est passée à 740 000 quintaux, celle des agrumes à 960 000, soit la moitié des besoins de la wilaya d'Alger en fruits et légumes, a précisé la responsable. La production de lait a atteint 40,7 millions de litres dont la moitié provient de 6 communes agricoles parmi les 40 que compte la wilaya. La commune de Ouled Chbel (sud de la capitale) arrive en tête, suivie des

communes de Birtouta, Rouiba, Eucalyptus, Mahelma et Douéra. Cette quantité ne couvre que 8 à 10% des besoins de la wilaya d'Alger qui est approvisionnée en cette matière vitale par les wilayas voisines, a-t-elle ajouté. Dix huit millions de litres de lait de vache ont été collectés, cette saison, auprès d'éleveurs et acheminés vers les offices du lait, a affirmé M^{me} Abadi, ajoutant que ce chiffre avait augmenté par rapport aux moyennes des années précédentes (2000-2008) où il ne dépassait pas les 5 millions de litres. Le taux de production

céréalière dans la wilaya d'Alger durant la même saison a atteint près de 39 000 quintaux, soit une baisse de 19% par rapport à la dernière récolte, du fait d'une faible pluviosité durant les mois de mai et avril derniers. Le total des terres agricoles exploitées dans la wilaya d'Alger a atteint les 29 000 ha dont 15 000 ha irriguées et 23 000 ha consacrés à la production des fruits et légumes. La wilaya d'Alger compte environ 3 000 exploitations agricoles entre collectives, individuelles et privées. Hani T.

5^e Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (ERA 2014)
Ooredoo, Sponsor Gold du Salon ERA 2014

POUR la 5^e année consécutive, Ooredoo participe en tant que Sponsor Gold au Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable, ERA 2014, qui se tient du 27 au 29 octobre 2014 au Centre des conventions d'Oran. Comme chaque année, cette rencontre verra la participation de nombreux exposants nationaux et étrangers spécialisés dans le domaine de l'industrie environnementale. Une occasion unique d'élargir les rencontres entre professionnels et découvrir les nouvelles technologies, innovations et recherches dans le domaine de l'énergie en Algérie et dans le monde.

Ooredoo participe avec un stand «Ooredoo Business» au niveau duquel seront présentées ses offres et solutions innovantes destinées aux professionnels. A travers sa participation au salon ERA en tant que Sponsor Gold, Ooredoo confirme sa dimension citoyenne respectueuse de l'environnement et réitère son engagement à contribuer à la sensibilisation autour de l'avenir énergétique du pays.

Communiqué

Tlemcen

Remise symbolique de terres déminées de communes frontalières

■ Une remise symbolique aux autorités civiles de terres déminées de communes frontalières a été effectuée vendredi à Tlemcen, lors d'une cérémonie à laquelle ont pris part des responsables civils et militaires.

Par Hani Y./APS

C'est ainsi que les procès-verbaux de remise de terres nettoyées des mines coloniales de trois communes frontalières de Tlemcen, en l'occurrence Marsa Ben M'hidi, M'sirda Fouaga et Bab el Assa, ont été signés vendredi au musée de la Wilaya V historique de Tlemcen par les autorités militaires et civiles.

Ont pris part à la cérémonie les autorités civiles et militaires de la wilaya de Tlemcen, des représentants du ministère de la Défense nationale et de la 2^e Région militaire, l'ambassadeur du Mexique en Algérie et une délégation de représentants de 21 pays arabes et étrangers conduite par le président du Conseil économique et social, Mohamed-Seghir Babès.

Cette délégation avait pris

part à la troisième Conférence du programme arabe sur les activités de déminage, organisée du 21 au 24 octobre à Alger par le Conseil national économique et social, en coordination avec le ministère de la Défense nationale. Lors de la cérémonie, les responsables militaires et les présidents des communes concernées ont procédé à la signature des procès-verbaux des terres ayant subi un nettoyage total des mines enfouies par les forces coloniales sur toute la bande frontalière, ou sur ce qui était la ligne Maurice.

L'opération de nettoyage, menée depuis plusieurs mois par les éléments de l'ANP, a touché 239,8 hectares ce qui a permis de déterrer 5 780 mines de différents types qui, depuis 1957, date de l'implantation de la ligne Maurice, ont fait des dizaines de morts et de blessés. Depuis



2007 à ce jour, les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ont nettoyé une superficie totale de l'ordre de 491,62 hectares avec au total 53 741 mines déterrées.

La cérémonie de remise des terres déminées avait été précédée par une visite au lieu-dit Oued El Khouane, relevant de la daïra de Marsa Ben M'hidi, où le représentant du ministère de la

Défense nationale, le colonel Hassan Ghourabi, a mis en exergue les efforts consentis par l'ANP dans le cadre du nettoyage de la bande frontalière de toutes les mines coloniales.

C'est la seconde fois, après celle de 2013, qu'une opération de remise de terres nettoyées de mines s'effectue au profit des autorités civiles. La première avait concerné les daïras fronta-

lières de Beni Boussaid, Maghnia, Sidi Medjahed et Souani. Les efforts vont être poursuivis pour toucher toutes les daïras et communes frontalières, notamment El Bouihi et El Aricha, et mettre fin à ce qui est considéré comme un «ennemi silencieux».

Pour atteindre ces objectifs, a rappelé le colonel Ghourabi, le ministère de la Défense nationale a renforcé les équipes de déminage en moyens humains et matériels, et procédé à la formation de ses éléments selon les standards internationaux.

Sur place, le directeur adjoint du Centre international de déminage à des fins humanitaires de Genève, Faiz Paktian, a procédé à la destruction symbolique d'une mine avant d'assister à la plantation d'arbres sur les terres nettoyées qui, ce faisant, vont revivre et contribuer au développement local.

H. Y./APS

Ghardaïa

2 040 victimes du scorpion

Pas moins de 2 040 personnes ont été victimes de piqûres de scorpion, de janvier à fin août 2014, dans la wilaya de Ghardaïa, sans causer de décès, a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP). La commune de Guerrara est l'une des localités les plus touchées par les piqûres de scorpion, avec 528 cas, suivie de celles de Ghardaïa (304), Berriane (287), El-Menea (178) et Métlili (146), révèlent les statistiques de la DSP. Les piqûres et les envenimations scorpioniques continuent d'être un problème de santé publique pour la région de Ghardaïa, malgré l'objectif zéro décès atteint durant cette période, a-t-on



déploré au service de la prévention de la DSPH de Ghardaïa. Ce fléau de piqûres de scorpion constitue le premier cas d'intoxication dans la wilaya de Ghardaïa, devant les intoxications alimentaires avec 49 cas

durant la même période, a-t-on précisé en se référant aux données épidémiologiques de la wilaya. La mise en place d'une couverture sanitaire de proximité répondant aux exigences de lutte contre l'envenimation et la généralisation de l'électrification publique, dans les différentes localités de la wilaya, ont permis de sauver de nombreux cas d'une mort certaine, notamment chez les enfants en milieu rural, a-t-on expliqué. Pour accompagner cette démarche, il est

opportun que les services des communes déploient plus d'efforts pour lutter contre l'insalubrité publique, notamment dans les zones urbanisées et encourager le ramassage et la collecte de

ces insectes au profit de l'Institut Pasteur d'Algérie afin de fabriquer le sérum anti-venin de scorpion, selon la même source.

Seuls 291 scorpions ont été ramassés durant les huit mois de l'année en cours par les jeunes de quelques communes, selon les statistiques des services de la santé, précisant que cette opération n'a pas pu se faire dans plusieurs communes de la wilaya faute de financements.

La wilaya de Ghardaïa a enregistré, l'an dernier, 2 734 cas de victimes de piqûres de scorpion, dont trois décès, et le ramassage, dans six communes sur treize, de 3 739 scorpions au profit de l'IPA, a-t-on rappelé.

Ali O.

Barika et Aïn Touta 500 familles reçoivent les clés de leurs logements sociaux

Les clés de 500 logements publics locatifs (LPL) viennent d'être distribuées à leurs bénéficiaires dans les communes de Barika et Aïn Touta (Batna), en présence du wali, Hocine Mazouz. Les arrêtés d'attribution et les clés des appartements ont été distribués dans les communes de Barika (400 logements) et d'Aïn Touta, dans une ambiance de grande fête, a-t-on constaté. Dans le cadre du programme ficelé dans les Aurès pour la commémoration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, le wali a également inauguré une bibliothèque communale à Barika avant de se rendre à Aïn Touta où il a inauguré un lycée de 800 places et posé la première pierre d'un marché couvert.

S. T.

Tizi Ouzou

Enfin le confortement de la route à hauteur de Boutrahi

La route nationale (RN) n°24 est partiellement fermée et déviée depuis jeudi dernier sur son tronçon situé entre l'intersection de Boutrahi jusqu'à la plage Tassalest, à la sortie ouest de la ville de Tizirt (35 km au nord de la wilaya de Tizi Ouzou), en raison des travaux de confortement du terrain exposé à un important glissement, a annoncé la commune de Tizirt dans

un communiqué. Pendant la durée de ces travaux (environs trois mois), la liaison sera assurée via le port de Tizirt.

Les services des travaux publics de la wilaya de Tizi Ouzou ont engagé des entreprises pour la prise en charge de ce glissement pour un montant de 60 milliards de centimes. Rappelons que la circulation était infernale sur ce

tronçon, surtout en période estivale, en raison de son état. Il est à noter, par ailleurs, que les autorités locales comptent lancer des travaux d'aménagement de toute la partie littorale de Boutrahi pour en faire un espace de détente ayant accès directement au port de la ville de Tizirt.

Hamid Messir

Dispositif de gestion du microcrédit Près de 3 000 emplois créés à Adrar

PAS MOINS de 2 940 emplois ont été générés par le biais du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) depuis le début de l'année 2014, à travers la wilaya d'Adrar, a-t-on appris du directeur de l'antenne locale de cet organisme.

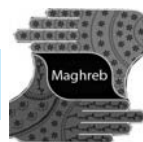
L'Angem a réceptionné, durant cette période, plus de 2 650 dossiers, dont 2 398 et 256 autres pour le montage de projets, a précisé Mehdi Meslem.

Sur les 2 303 dossiers qui ont été financés, 2 015 ont porté sur un financement bipartite (promoteur et agence) et les 198 autres sur un financement tripartite (avec la Banque), a ajouté le même responsable.

Les différents dossiers financés ont ciblé des activités liées notamment aux segments de l'artisanat traditionnel, l'agriculture, les métiers, les travaux publics, les services et des activités commerciales, impliquant surtout la femme au foyer, a-t-il précisé.

Concernant l'accompagnement des promoteurs, plusieurs actions ont été préconisées par la direction locale du secteur, telles que des sessions de formation ayant touché 470 bénéficiaires, en plus de journées d'information et des expositions, et la participation des promoteurs à des salons, à échelle locale, régionale et nationale, pour la promotion et la commercialisation de leurs produits.

R. R.



Le ministre chargé des Affaires maghrébines à Paris

Messahel s'entretient avec Fabius

■ Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a été reçu vendredi au quai d'Orsay, à Paris, par le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius.

Par Ghani T./APS

L'entretien a donné lieu à un échange principalement sur la situation au Mali et en Libye ainsi que les préparatifs de la prochaine visite en Algérie de M. Fabius.

Au sujet du Mali, le chef de la diplomatie française a déclaré que son gouvernement «partageait entièrement» le point de vue algérien sur la situation qui y prévaut et qu'il soutenait les efforts déployés par l'Algérie pour aboutir à un accord permettant le règlement définitif de la crise malienne. Il a également fait part de la disponibilité de la France à accompagner ces efforts.

S'agissant de la Libye, une concordance de vue s'est dégagée sur la situation actuelle et les dangers qu'elle fait peser sur la stabilité de l'ensemble de la



Ph. : DR

région et bien au-delà. Les deux parties ont convenu que «des efforts soutenus et convergents devraient être déployés pour trouver une solution à la grave crise que connaît ce pays». Cette rencontre entre MM. Messahel et Fabius, indique-t-on, s'inscrit dans le cadre des concertations et des mécanismes de consultations qui existent entre les deux pays et mis en place depuis la rencontre à Alger en 2012 des Présidents Abdelaziz Bouteflika et François Hollande.

... Et avec M^{me} Le Gall

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, s'est entretenu à Paris avec la conseillère Afrique à la présidence de la République française, M^{me} Héléne Le Gall, dans le cadre des concertations politiques régulières entre les deux pays, a-t-on appris hier de source diplomatique. L'entretien, qui s'est tenu vendredi après-midi, a permis aux

deux responsables de «passer en revue la situation en Afrique, notamment au Sahel, en relation avec la lutte antiterroriste et le dialogue en cours entre les parties maliennes pour trouver une solution à la crise qui affecte ce pays».

«Une convergence de vues s'est dégagée sur la nécessité d'aller rapidement vers une solution définitive et durable de cette crise, qui préserve l'intégrité territoriale du Mali et son unité», a-t-on précisé.

Gh. T./APS

Libye

29 personnes tuées dans des affrontements violents à Benghazi

Vingt-neuf personnes ont été tuées jeudi à Benghazi dans des raids de l'armée libyenne, appuyée par des partisans armés du général à la retraite Khalifa Haftar, contre les maisons d'un certain nombre de chefs de milices, selon des sources médicales.

Des raids et des affrontements à l'entrée ouest de Benghazi ainsi que des heurts violents sporadiques ont fait 29 morts jeudi, portant le bilan des victimes dans la ville à au

moins 149 personnes en une semaine. «Le centre a reçu jeudi 19 corps, dont quatre non identifiés et celui d'un officier de la brigade 204 des chars d'assaut de l'armée libyenne, ainsi que celui d'un chef islamiste d'Ansar al-Sharia», a déclaré une source du Centre médical de Benghazi.

«Les autres victimes, qui ont succombé à des blessures lors d'affrontements à Ard Ezwawa et dans la zone de Bo-Dzera, ont été

exécutées en dehors du cadre de la loi ou ont été blessées par des balles perdues», a-t-elle précisé.

Depuis la chute en 2011 du régime de Maamar Kaddafi après une révolte populaire de huit mois, les autorités de transition ont échoué à former une armée et à asseoir leur autorité sur un nombre de milices qui font la loi dans le pays plongé dans le chaos.

Yanis F.

Pour faciliter la tenue d'un dialogue inter-libyen

La commission de l'UA souligne l'importance de l'initiative de l'Algérie

L'Union africaine (UA) a exprimé jeudi sa profonde préoccupation du regain de violence en Libye, soulignant l'importance de l'initiative de l'Algérie pour faciliter la tenue d'un dialogue inter-libyen, a indiqué jeudi un communiqué de l'Union.

«La présidente de la commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana-Dlamini Zuma, continue de suivre de près l'évolution de la situation en Libye. Elle note avec une profonde préoccupation le regain de violence en différentes régions du pays, notamment à Benghazi, à l'est, et dans le Djebel Gharbi, dans l'ouest», précise la même source.

La présidence de la commission a réitéré la conviction de l'UA selon laquelle il n'y avait pas de solution militaire à la crise actuelle, affirmant qu'elle lançait à nouveau un appel «pressant» aux parties libyennes pour qu'elles mettent un terme à la violence et s'engagent de «bonne foi» dans un dialogue national inclusif en vue de surmonter leurs divergences et de promouvoir «durablement» la paix et la réconciliation.

M^{me} Zuma a souligné, dans ce cadre, l'importance de l'initiative prise par l'Algérie en vue de faciliter la tenue d'un dialogue inter-libyen qui offre une «réelle»

opportunité pour faire avancer la recherche d'une solution négociée, ajoutant qu'elle lance un appel à tous les acteurs internationaux concernés pour qu'ils apportent tout le soutien nécessaire en vue du succès de cette initiative. Elle saisit également cette occasion pour marquer son appréciation des efforts «louables» que déploient les Nations unies, tant à travers son Secrétaire général, Ban Ki-moon, qu'à travers son représentant spécial en Libye, Bernardino León. La présidente de la commission a réaffirmé l'engagement de l'UA, dans le cadre des décisions pertinentes du Conseil de

Paix et de Sécurité (CPS) à continuer à appuyer les efforts de paix en Libye.

A cet égard, et dans le prolongement du communiqué du CPS du 23 septembre dernier, la commission est en train de prendre les dispositions nécessaires pour la tenue, mi-novembre à Addis Abéba, de la réunion ministérielle inaugurale du groupe international de contact pour la Libye (GIC-L), dont l'objectif est de «favoriser un engagement international coordonné en appui à la recherche de la paix et de la promotion de la réconciliation en Libye».

H. M.

Mauritanie Un parti de l'opposition déploie le marasme dans le secteur de la pêche

LE RASSEMBLEMENT des forces démocratiques (RFD), un parti de l'opposition mauritanienne, déplore le marasme dans lequel se débat le secteur de la pêche en Mauritanie depuis plusieurs années, avec une dégradation toute particulière sous le régime du Président Mohamed Ould Abdel Aziz, dans une déclaration rendue publique mardi soir.

«Ce cordon ombilical de l'économie nationale, pourvoyeur de plusieurs milliers d'emplois formels et informels, connaît des crises multiples», relève la déclaration.

Une réalité illustrée par le problème des captures au niveau des pêcheries qui «a atteint son paroxysme au premier semestre de l'année 2014, le manque de performances dans la classification des produits, et surtout la mévente des produits traités qui a handicapé l'ensemble des activités dans la ville de Nouadhibou», y lit-on.

La pêche est un secteur essentiel dans la vie à Nouadhibou, cité portuaire du nord et capitale économique de la Mauritanie. Le RFD illustre ses allégations par les performances de la Société mauritanienne de commercialisation de poisson (Smcp), «seule habilitée à vendre les produits de la pêche, dont le chiffre d'affaires est passé de 345 millions de dollars américains en 2012, à 231 millions de dollars au 31 décembre 2013, soit une baisse brutale de 28,5%.

Alors qu'au même moment, les quantités exportées, toutes espèces confondues, ont progressé de 20%».

La déclaration dénonce également le cas «de la très controversée société chinoise, Poly-Hongdong, qui jouit de toutes les facilités et gracieusement offertes par le régime, et exerce une concurrence déloyale en abusant d'une position de privilège pour s'accaparer des meilleurs produits à des prix hors de portée des opérateurs nationaux qui sont obligés quant à eux de passer par le biais de la Smcp, en s'acquittant de taxes et redevances à hauteur de 7%, ceci en violation flagrante des accords qui la lient à l'Etat».

La pêche représente 50% des recettes d'exportation et contribue pour 20% au budget de l'Etat en Mauritanie.

Samy T.



New York

Un homme partisan du jihad attaque des policiers à la hache en pleine rue à New York avant d'être abattu, au lendemain de l'attaque contre le Parlement canadien par un assaillant proche des jihadistes.

Par Ali O.

L'Américain, identifié dans les médias comme Zale Thompson, avait estimé dans une vidéo publiée le mois dernier sur un site pro-État islamique (EI) que «le jihad est une réponse justifiable à l'oppression des sionistes et des croisés», a annoncé hier le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE.

Quatre policiers du quartier de Queens étaient en train de poser jeudi pour une photo, à la demande d'un photographe, lorsque l'homme est arrivé et, sans un mot, les a attaqués, selon un communiqué de la mairie.

L'un des policiers a été frappé au bras et un autre à la tête avant que les policiers ne ripostent en tirant sur l'homme, le tuant, a précisé le chef de la police Bill Bratton. Un passant a été atteint dans le dos par une balle et hospitalisé, et le photographe a coopéré avec la police et n'est pas considéré comme suspect, a-t-il encore indiqué.

Il a ajouté que l'enquête était en cours sur les motivations de l'homme, âgé d'environ 32 ans et à la peau foncée, et qu'il était trop tôt pour dire si cette attaque était liée au terrorisme. Toutefois, selon SITE, plusieurs déclarations publiées par Thompson sur YouTube et Facebook montraient

«une inclination ultra- raciale dans les contextes à la fois religieux et historiques, et laissaient penser qu'il penchait vers les extrémistes». Cette attaque apparemment isolée d'un partisan du jihad fait écho à celle qui s'est produite à Ottawa mercredi, lorsqu'un Canadien de 32 ans a tué un soldat montant la garde devant un monument aux morts avant de pénétrer dans le Parlement, où il a finalement été abattu par le chef de la sécurité après des échanges de tirs.

Images de caméra de surveillance à l'appui, le chef de la police montée a retracé le fil des événements de mercredi: de l'arrivée du tireur au monument aux morts, où il a tué le soldat en lui tirant dans le dos, à sa neutralisation dans le Parlement, cinq minutes se seront écoulées en tout et pour tout. Cet homme, Michael Zehaf-Bibeau, était connu de la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale), qui menait une «enquête» sur lui car elle avait trouvé son adresse mail dans le disque dur d'une personne poursuivie «pour un délit lié au terrorisme», avait précisé jeudi le chef de la GRC Bob Paulson. Dans la capitale fédérale canadienne depuis le 2 octobre, Zehaf-Bibeau était «en ville pour régler une question de passeport mais il espérait également partir pour la Syrie», avait expliqué



Ph. > D. R.

Paulson, précisant que ce dernier détail avait été fourni mercredi par la mère du tueur. Cette information n'était toutefois pas connue des services de police, et Zehaf-Bibeau ne figurait donc pas sur la liste des 93 Canadiens «qui ont démontré l'intention de voyager à l'étranger» pour combattre aux côtés de groupes extrémistes, selon M. Paulson. Le tireur était quelqu'un de désabusé «qui nourrissait des croyances extrémistes» et qui «a agi seul», avait-il encore

souligné. Il avait par ailleurs indiqué qu'il n'y avait «aucun renseignement faisant un lien entre les deux attentats» commis au Canada cette semaine et qui ont fait au total deux morts et quatre blessés. Lundi, Martin Couture-Rouleau, 25 ans, avait lancé sa voiture sur un militaire, le tuant, sur un parking de Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) avant d'être abattu par la police. Également passé à l'islamisme radical, ce dernier s'était fait retirer son pas-

seport en juillet, alors qu'il comptait se rendre en Turquie.

Les deux jeunes assaillants sont «nés et (ont été) élevés dans ce pays pacifique», a souligné jeudi le Premier ministre Stephen Harper devant les députés à la Chambre, avant de promettre de «redoubler» la lutte contre le terrorisme. Ces attaques ont eu lieu alors que le Canada vient de s'engager dans la lutte antijihadistes en Irak aux côtés des forces de la coalition internationale. A. O.

Canada

Le pays confronté au terrorisme, resserre sa garde

Le Canada va «redoubler» d'efforts dans sa lutte contre le terrorisme après deux attaques en trois jours contre des soldats et le Parlement fédéral menées par des assaillants aux idées proches des jihadistes, nés sur son propre territoire. Michael Zehaf-Bibeau, le Canadien de 32 ans qui a tué mercredi un soldat et semé la panique au centre d'Ottawa, était connu de la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale), qui menait une «enquête» sur lui.

Ceci, car «l'adresse e-mail de cet individu avait été trouvée dans le disque dur de quelqu'un qu'on a poursuivi pour un délit lié au terrorisme», a indiqué le chef de la GRC Bob Paulson. Dans la capitale fédérale canadienne depuis le 2 octobre, Zehaf-Bibeau était «en ville pour régler une question de passeport mais il espérait également partir pour la Syrie», a déclaré Paulson lors d'une conférence de presse.

Il a précisé que ce dernier détail avait été fourni mercredi par la mère du tueur. Si la GRC l'avait obtenu plus tôt, Zehaf-Bibeau aurait été «poursuivi», a-t-il assuré. Mais jusqu'à présent, bien que sur le radar de la police, il ne figurait pas sur la liste des 93 Canadiens «qui ont démontré l'intention de voyager à l'étranger» pour combattre aux côtés de groupes extrémistes, a noté Paulson.

Images de caméra de surveillance à l'appui, le chef de la police montée a retracé le fil des événements de mercredi: de l'ar-

rivée du tireur au monument aux morts, où il a tué un soldat en lui tirant dans le dos, à sa neutralisation dans le Parlement, cinq minutes se seront écoulées en tout et pour tout. Le tireur était quelqu'un de désabusé «qui nourrissait des croyances extrémistes» et qui «a agi seul», a souligné Bob Paulson, notant que son casier judiciaire lui interdisait la possession d'armes. La police devra donc déterminer la provenance de la carabine Winchester dont il s'est servi. Le chef de la GRC a par ailleurs indiqué qu'il n'y avait «aucun renseignement faisant un lien entre les deux attentats» commis au Canada cette semaine et qui ont fait au total deux morts et quatre blessés. Lundi, Martin Couture-Rouleau, 25 ans, avait lancé sa voiture sur un militaire, le tuant, sur un parking de Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) avant d'être abattu par la police. Également passé à l'islamisme radical, ce dernier s'était fait retirer son pas-

seport en juillet, alors qu'il comptait se rendre en Turquie. Les deux jeunes assaillants sont «nés et (ont été) élevés dans ce pays pacifique», a souligné le Premier ministre Stephen Harper devant les députés à la Chambre. La lutte contre le terrorisme va «redoubler», a-t-il promis.

Face à ces deux attaques inédites dans l'histoire du Canada, les mesures de sécurité ont été nettement renforcées. La GRC a ajouté 250 agents à la lutte contre le «terrorisme intérieur», en plus de décider de ren-

forcer la protection du Premier ministre Stephen Harper, a indiqué Bob Paulson. Visée directement lundi et mercredi, l'armée canadienne a augmenté «les mesures de protection des bases militaires» dans le pays, a indiqué le chef d'État major Tom Lawson. Les soldats ont quant à eux reçu la consigne de ne pas porter leur uniforme en public si ce n'est «pas nécessaire».

Les agences de sécurité et du renseignement pourraient par ailleurs voir leurs pouvoirs accrus, a indiqué jeudi le gouvernement, tout en s'abstenant de préciser la nature des modifications législatives envisagées. «Pour faire face à ces menaces, il nous semble, que (la police et le renseignement) pourraient avoir besoin d'outils additionnels, et nous examinons cette question», a déclaré Stephen Harper aux députés.

Le Parlement avait rouvert jeudi matin, avec un dispositif policier renforcé. Avant de reprendre leurs travaux, les parlementaires ont ovationné le chef de la sécurité, Kevin Vickers, qui avait eu raison du tireur la veille, puis ont observé une minute de silence, avant de finalement entonner l'hymne national «Ô Canada».

Ces attaques ont eu lieu alors que le Canada vient de s'engager dans la lutte anti-jihadistes en Irak aux côtés des forces de la coalition internationale. Six avions de chasse se sont envolés jeudi du Québec pour rejoindre une base canadienne au Koweït.



Points chauds

Déchirements

Par Fouzia Mahmoudi

On se doutait qu'en 2016 à l'occasion des primaires du PS la situation risquait d'être tendue avec un éventuel duel entre le président français et son Premier ministre, qui tous deux voudraient représenter leur parti à la prochaine présidentielle. Une situation connue qui, si elle inquiète parmi les socialistes, reste néanmoins gérable. Mais voilà qu'une nouvelle actrice entre en scène et déstabilise le statu quo. Le retour de Marine Aubry, sur la scène politique nationale aura en effet causé plus de turbulences au PS que les différends entre l'exécutif et les députés frondeurs ou entre Valls et ses deux anciens ministres dissidents, Montebourg et Hamon. Aujourd'hui, la question se pose de savoir si le PS est en mesure de supporter le poids des différents courants qui le déchirent et s'il survivra jusqu'à la prochaine présidentielle. Tant et si bien que Jean-Christophe Cambadélis a déploré le «triste spectacle de la surenchère» dans les rangs du parti. Le premier secrétaire du Parti socialiste en a profité pour lancer jeudi un «appel solennel à l'unité des socialistes». «Les socialistes doivent rester unis. Les courants socialistes doivent débattre sans se battre. Les dirigeants doivent maîtriser leur expression» a-t-il ajouté dans une déclaration devant la presse au siège du parti. Une annonce qui fait écho aux déclarations de Manuel Valls et à la réaction de Claude Bartolone au sujet du changement de nom du parti. «Agissons ensemble dans la fraternité pour réussir la fin du quinquennat», a-t-il demandé, car, selon lui, «aucune divergence au monde ne doit donner lieu, à ce moment de l'histoire, au triste spectacle de la surenchère, de la division et du positionnement». «Balayons les querelles subalternes et les combats secondaires de personnes. Cessons de nous distribuer des bons et des mauvais points», a-t-il encore exhorté alors que Manuel Valls dénonçait ce matin les «manipulations hasardeuses» de «ceux et celles qui proposent de changer nos institutions». Selon le patron du PS, «le national-populisme, avec son cortège de xénophobie, monte dans les urnes et dans les têtes. La droite se radicalise contre notre modèle social. Le terrorisme peut à chaque instant frapper nos sociétés. L'urgence écologiste ne fait de doute pour personne». «Tout cela appelle du sang-froid, de la dignité, de la réflexion, et de la détermination dans l'action», a-t-il estimé. Reste à savoir si les électeurs choisiront de croire dans ces tentatives de rassemblement ou si le spectacle qu'offre le PS depuis plusieurs années déjà, ajouté au mandat catastrophique de François Hollande pousseront définitivement les sympathisants socialistes à choisir des candidats portant d'autres couleurs aux prochaines élections. F. M.



Echanges culturels entre l'Algérie et l'Espagne

La musique arabo-andalouse pour célébrer l'amitié

■ Les relations d'amitié entre l'Algérie et l'Espagne ont été célébrées en musique à Oran. Le 14^e anniversaire de la signature du Traité algéro-espagnol d'amitié, de bon voisinage et de coopération, a marqué la population oranaise avec une soirée pleine d'émotions et riche culturellement. Intitulé «Route pourpre», le spectacle a été animé par six musiciens algériens sous la direction du compositeur et virtuose de la flûte traversière, Ramy Maalouf.

Par Abla Selles

Le patrimoine musical arabo-andalou était à l'honneur à Oran, à l'occasion d'un concert intitulé «Ruta purpura», entrant dans le cadre de la célébration du 14^e anniversaire de la signature du Traité algéro-espagnol d'amitié, de bon voisinage et de coopération.

Un public nombreux a fait le déplacement à la salle Maghreb (ex-Régent) pour assister à l'événement proposé par l'Institut Cervantès d'Oran (ICO) qui escompte «une nouvelle impulsion à la dynamique des

échanges culturels algéro-espagnols», a indiqué le nouveau directeur de cet établissement, Gonzalo Manglano de Garay. Le titre du concert, «Route pourpre», fait référence à une voie antique menant vers le continent européen à l'époque romaine, emblématique de l'histoire et de la culture en partage entre l'Algérie et l'Espagne, a-t-il expliqué, se félicitant de la coïncidence de la manifestation avec la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954. Un groupe de six musiciens algériens s'est produit



PH: DK

dans ce cadre sous la direction du compositeur et virtuose de la flûte traversière, Ramy Maalouf.

Le public a vécu une soirée au rythme de la musique arabo-andalouse et d'autres sonorités mélangeant les genres algériens, espagnols et d'autres pays

du bassin méditerranéen et d'Amérique latine, avec des accords orientaux ainsi que le rock et le jazz. Le genre algérien châabi était à l'honneur dans ce contexte, avec la reprise de la célèbre musique de «Bahr El-Toufan», du regretté Mohamed

El-Badji (1933-2003). Le concert se veut «une nouvelle étape dans la vie de l'Institut Cervantès à Oran», a affirmé M. Manglano de Garay qui promet une saison riche en activités mettant en relief le patrimoine culturel et historique de la capitale de l'ouest algérien. «L'ICO mettra à profit ses relations avec les acteurs culturels et les universités des deux pays pour offrir au public des concerts, des cycles de projections cinématographiques, des conférences, des expositions, des ateliers et d'autres activités», a-t-il fait valoir.

Le responsable de l'ICO a annoncé dans la foulée que l'année 2015 verra également des rencontres dédiées à l'écrivain Miguel de Cervantès (1547-1616) et à la période de son passage en Algérie.

A.S.

«Al Malika», dernier roman d'Amin Zaoui

Un réquisitoire sévère contre la société algérienne

L'écrivain algérien Amin Zaoui se livre à un réquisitoire sévère contre la société algérienne contemporaine dans «Al Malika» (La reine), son dernier roman en langue arabe sur l'histoire d'amour entre un Chinois et une Algérienne.

Dans ce livre de 232 pages, paru en Algérie chez El-Ikhtilaf, Amin Zaoui plaide en faveur de l'acceptation de «l'autre» (l'étranger, la femme...), symbolisé par You Tzu Tsen et Sekkoura, un couple sino-algérien en proie aux moqueries et aux médisances.

Cette histoire d'amour contrariée et rejetée par la société sert également de prétexte

au romancier pour aborder des réalités politiques et économiques, et aux pesanteurs sociales dans l'Algérie d'aujourd'hui, à travers nombre de situations vécues par ses héros mais aussi à travers des personnages secondaires au destin parfois tragique.

L'écrivain éclaire, par ailleurs, sur les conséquences des bouleversements récents subis par la société comme l'éclatement de la cellule familiale, le poids des années de la violence terroriste ou encore la bigoterie chez certains personnages de responsables politiques. Raconté par les deux principaux personnages, mais aussi par d'autres dans

certaines chapitres, le roman culmine dans une sorte de comédie noire sur la «décadence intellectuelle» de la société lorsque la tombe d'un Chinois assassiné est visitée comme un mausolée par des villageois qui croient honorer un saint.

Egalement paru au Liban, «Al Malika» se distingue des précédents romans d'Amin Zaoui qui a mis de côté la provocation et l'érotisme «débridé» pour aborder avec plus d'audace et de profondeur la faillite morale et intellectuelle d'une société dans son rejet de l'autre et son refus de la différence.

L.B.

Festival de la créativité féminine à Laghouat

Une trentaine de wilayas attendues

La représentation d'une trentaine de wilayas est attendue au 3^e Festival national de la créativité féminine, prévu du 28 octobre au 4 novembre à Laghouat, a-t-on appris auprès des organisateurs. Chaque wilaya sera représentée par cinq participantes, âgées entre 13 et 30 ans, lors de cette manifestation qu'abritera la

Maison de la culture «Tekhi-Abdallah-Benkeriou», à l'initiative de la ligue de wilaya des activités culturelles et sportives. Elles dévoileront leurs talents dans cinq segments d'activité, à savoir les activités scientifiques, la création artistique, les genres lyriques, les arts plastiques et les arts dramatiques, a précisé le président de la

ligue organisatrice, Badis Bentirèche. Les participantes auront aussi, lors de cette manifestation, l'opportunité de s'enquérir des offres préconisées par les différents dispositifs d'aide à l'emploi, tels que l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et

l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem). Ce festival vise à promouvoir la créativité féminine et à contribuer au développement de la production familiale par l'encouragement des activités féminines et leur mise au service de l'essor de l'économie nationale.

M.K.

Festival de l'inchad à Guelma

La troupe Dhaïa de Biskra remporte le 1^{er} prix

Le rideau est tombé, jeudi soir à Guelma, sur le 4^e Festival culturel local de l'inchad avec la remise du 1^{er} prix de cette édition à la troupe Dhaïa de Biskra.

Les 2^e et 3^e prix sont revenus respectivement aux troupes Ouled Chiad de Constantine et Es-Salam de Tébessa, à l'issue de cette manifestation culturelle qui s'est déroulée entre le 18 et 23 octobre à la maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï. La troupe lauréate, venue des Ziban, est auto-

matiquement sélectionnée pour le Festival national de l'inchad prévu à Constantine en décembre prochain, a indiqué le commissaire du festival de Guelma, Rabah Aïssou. De son côté, le rapporteur du jury, l'écrivain Youcef Soltani, a souligné que «la présence sur scène, la qualité du texte, la partition musicale et l'interprétation ont constitué les critères ayant présidé au choix des vainqueurs». La soirée de clôture qui a drainé un public nombreux, a donné lieu à des qaçidas

du patrimoine soufi, remarquablement interprétés par l'artiste constantinois Zineddine Bouchaâla dont la voix puissante a été chaleureusement saluée par l'assistance. Cette 4^e édition du Festival culturel local de l'inchad a vu la participation de onze formations venues des wilayas de Sétif, Constantine, Biskra, Tébessa, Skikda et Souk Ahras, en plus d'artistes de Ghardaïa qui se sont produits en tant qu'invités d'honneur de la manifestation.

D.M.

Agenda culturel

Galerie d'art Civ-Ceil (Oran)
Jusqu'au 28 octobre :
Exposition «Peinture & Poésie» de Mersali Othmane.

Cinémathèque algérienne
Jusqu'à la fin du mois d'octobre :
Projection des films *Titi* de Khaled Barket et *L'Héroïne* de Chérif Aggoune.

Salle El-Mouggar
Jusqu'au 28 octobre :
Projection du film *L'andalou* de Mohamed Chouikh, à raison de 3 séances : 14h-17h-20h, sauf les dimanches.

Du 29 au 31 octobre :
Journées du film révolutionnaire avec trois films au programme, en collaboration avec le CNCA.
29 octobre : projection du film *Zone interdite* d'Ahmed Lalleu.

30 octobre : projection du film *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb.

31 octobre : projection du long métrage *L'opium et le bâton* d'Ahmed Rachedi.

Coup-franc direct



La méthode Hannachi

Par Anouar M.

La JS Kabylie, qui était pourtant l'une des formations candidates pour l'obtention du titre de champion pour cette saison se trouve dans une situation très difficile avec des résultats négatifs qui s'accumulent ces derniers temps. Certes, la sanction infligée au club depuis le décès du Camerounais Ebossé est pour beaucoup dans cette situation difficile que traverse le club, mais il faut savoir aussi que le patron de la formation de la ville des Genêts est pour beaucoup dans cette situation. En effet, le fait que ce dernier a poussé l'ancien coach, le Belge, Broos, à la porte, avec sa méthode qui est de s'ingérer à chaque fois dans le travail de tout technicien a été fatal pour l'équipe. Qu'a-t-il gagné en obligeant Broos à plier bagage sachant qu'il savait qu'un entraîneur de son envergure n'acceptera pas qu'on lui fasse l'équipe et qu'on l'oblige à tenir compte d'un avis autre que le sien ? Rien, sinon d'enfoncer plus son équipe qui se devait au moins de garder une certaine sérénité pour continuer à travailler dans de meilleures conditions et réussir au moins une saison honorable. Nul doute que Hannachi en procédant de la sorte ne fait que compliquer la situation de la formation de la ville du Djurdjura ce qui est dommage pour une formation qui est habituée à jouer les premiers rôles.

A. M.

Tournoi international du Brésil de handball La sélection nationale s'envole à Sao Paulo



L'entraîneur de la sélection algérienne de handball «messieurs» Réda Zeguili a retenu 17 joueurs en prévision du tournoi international du Brésil prévu du 30 octobre au 2 novembre prochain dans le cadre de sa préparation au mondial-2015, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Parmi les 17 sélectionnés, cinq joueurs évoluent à l'étranger : Mokrani Mohamed (Dunkerque/France), Biloum El Hadi (Martignes/France), Soudani Rabah (Cherbourg/France), Boulouf Sassi (Nasr Dubai/EAU) et Chahbour Omar (Echabab/EAU). En revanche, Rahim Abdelkader qui évolue à Nîmes sera absent en raison d'une blessure.

La délégation de la sélection algérienne ralliera Sao Paulo ce samedi via Paris pour prendre part au tournoi international du Brésil. Le retour des partenaires de Biloum est prévu le 3 novembre prochain.

Le sept algérien entamera le tournoi qui verra la participation de l'Argentine et de l'Egypte, contre le pays hôte le Brésil le 30 octobre pour le compte de la première journée. Lors de la deuxième journée prévue le 31 octobre, le vaincu de la rencontre entre le Brésil et

l'Algérie sera opposé au vainqueur du match Argentine-Egypte. La sélection algérienne, championne d'Afrique en titre, a déjà entamé sa préparation pour le Mondial-2015 de handball, dont la phase finale aura lieu du 15 janvier au 1^{er} février à Doha (Qatar), en disputant des matches amicaux et tournois internationaux.

Au Mondial-2015, l'Algérie évoluera dans le groupe C avec la France, la Suède, la République tchèque, l'Egypte et les Emirats arabes unis.

Liste des joueurs convoqués

GARDIENS DE BUT : Slahdji Abdelmalek, Benmenni Abdellah (GS Pétroliers), Bousmal Adel (GS Boufarik)

JOUEURS DE CHAMP : Filah Belgacem, Layadi Messaoud, Zamoum Anis, Berkous Messaoud, Chahbour Riadh (GS Pétroliers), Hamoud Ayat Ellah Khomeini (ES AinTouta) Boukhhmis Tarek, Kaabache Hichem (JSE Skikda), Daoud Hichem (CRB Baraki), Mokrani Mohamed (Dunkerque/France), Biloum El Hadi (Martignes/France), Soudani Rabah (Cherbourg/France), Boulouf Sassi (Nasr Dubai/EAU) et Chahbour Omar (Echabab/EAU).

Judo/Mondiaux-2014 «juniors»

Les Algériens Djerradi (-100 kg) et Kerdjadj (-70 kg) sortis

Les judokas algériens Ahmed Djerradi (-100 kg) et Sarah Kerdjadj (-70 kg) ont été éliminés vendredi de la phase des poules des championnats du monde 2014 «juniors», en cours à Miami (USA) jusqu'au 26 octobre. Djerradi a été sorti par l'Australien Elijah Schuurmans, alors qu'il luttait pour une place en demi-finale de la poule «D», au moment où Sarah Kerdjadj s'est inclinée devant Diana Brenes, du Costa

Rica, alors qu'elle n'était plus qu'à une seule marche de la finale de la poule «C». Ces judokas ont donc fini par subir le même sort que leurs huit autres compatriotes (trois garçons et cinq filles) qui s'étaient fait éliminer, les uns après les autres, entre mercredi et vendredi matin. Le judoka Salim Rebahi (-60 kg) est l'athlète algérien à avoir réussi le meilleur parcours dans ces Mondiaux 2014 «juniors», puisqu'il a décroché la

Ligue des champions (Finale aller) AS Vita-ES Sétif L'Aigle Noir pour un exploit

«C'est l'heure de vérité donc pour l'Entente de Sétif qui dispute aujourd'hui à Kinshasa la finale aller de la plus prestigieuse des compétitions africaines, à savoir, la Ligue des champions et ce, face aux Congolais du Vita Club.

Anouar M.

Les Sétifiens qui ont déjà remporté le titre africain par le passé, en 1988 plus précisément, avec l'ancienne formule de cette Ligue des champions souhaite renouer avec le sacre africain. L'Aigle Noir sait qu'une consécration dans cette compétition passe par une réussite du match aller qu'il faudra bien négocier pour espérer jouer le match retour avec plus de détermination et donc arracher le trophée.

Les coéquipiers de Belamiri se sont bien préparés pour ce rendez-vous qu'ils ne comptent pas rater surtout qu'ils seront des milliers de supporters de l'Entente et des autres clubs algériens à attendre de bonnes nouvelles de Kinshasa.

Pour ce faire, les poulains de Madoui doivent être concentrés comme il se doit sur leur sujet et ne pas flancher durant les quatre-vingt-dix minutes de ce match. L'ESS a fait le plus dire jusqu'à maintenant et elle ne doit pas rater ce rendez-vous qui reste très important pour l'équipe qui ne compte pas laisser passer cette chance. Elle doit faire surtout très attention à cette équipe du Vita Club qui reste redoutable et qui a un bilan positif avec 8 victoires, 3 nuls et 3 défaites en 14 matches disputés depuis les préliminaires jusqu'à la finale.

Les Dauphins Noirs qui n'ont perdu aucun match à domicile, ont successivement éliminé Kano Pillars du Nigeria aux préliminaires (2-0 et 1-2), Power Dynamos du Zimbabwe (0-0 et 1-0)



Les Sétifiens veulent faire l'essentiel à Kinshasa

aux seizièmes de finale, et Kaiser Chiefs d'Afrique du Sud (3-0 et 0-2) aux huitièmes de finale. En phase de poules, l'AS Vita Club a joué successivement contre Zamalek à Kinshasa (2-1), Mazembe à Lubumbashi (0-1), El Hilal du Soudan à Khartoum (1-1), El Hilal du Soudan à Kinshasa (2-1), Zamalek d'Egypte au Caire (2-1), Mazembe à Kinshasa (0-0).

Aux demi-finales, l'AS Vita Club a éliminé CS Sfaxien qu'il a battu à l'aller à Kinshasa (2-1) comme au retour à Sfax (2-1). En 14 sorties, les Congolais

auront inscrit 17 buts contre 10 encaissés et une différence de buts de + 7. La finale de ce dimanche à Kinshasa oppose l'équipe qui présente le meilleur bilan à domicile l'AS Vita Club, à celle qui s'est montrée la plus performante en déplacement, l'ES Sétif.

Bref, la balle est dans le camp des Sétifiens qui doivent se montrer sereins pour ne pas tomber dans les travers et réussir une bonne opération lors de ce match aller.

A. M.

Matches avancés de la Ligue I Mobilis (8^e journée)

L'USMA n'y arrive pas, la JSK chute encore

En matches avancés de la 8^e journée de L1, l'USM Alger a été accrochée à domicile par le NA Hussein Dey tandis que la JS Kabylie a de nouveau perdu, cette fois face à l'ASM Oran. L'USMA s'est montrée incapable de mettre réellement en danger une équipe du NAHD en forme ascendante. Les deux équipes se quittent dos à dos au Stade Hamadi de Bologhine (0-0), un résultat qui fragilise encore plus la situation d'Hubert Velud, de plus en plus menacé. Le club algérois n'a plus gagné depuis cinq matches (3 défaites, 2 nuls). De son côté, la JSK, qui évoluait au Stade du 20-Août de Belouizdad à huis clos mais sous les yeux de son futur entraîneur François Ciccolini, a montré un piètre visage et s'incline pour la 3^e fois de suite. L'ASMO, après s'être offert l'ES Sétif vendredi dernier, bat cette fois le vice-champion, la JSK (0-2), et pointe désormais au 2^e rang dans le classement provisoire (13 pts). La JSK occupe la 7^e place (10 pts), l'USMA est 11^e (9 pts) et le NAHD dernier (16^e, 6 pts).

Ligue II Mobilis (9^e journée)

La JSMB rejointe par le MCS

La JSM Béjaïa tenue en échec par l'US Chaouia (2-2) est rejointe en tête de classement par le MC Saïda, difficile vainqueur de l'ESM Koléa (1-0), lors de la 9^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, disputée vendredi, et marquée également par la nouvelle défaite de la lanterne rouge l'AB Merouana.

La JSMB qui restait sur une défaite en déplacement face à l'OMédéa (2-0) a arraché le point du nul dans le temps additionnel grâce à un penalty de Yahia Cherif.

Le MC Saïda sous la conduite de l'entraîneur A. Mehdaoui poursuit sa belle série en battant l'ESM Koléa (1-0) grâce à un but de Benchergui dans le temps additionnel de la pre-

mière période. Une victoire, la cinquième de la saison qui permet au Mouloudia de partager la première place avec la JSMB (17 pts). La bonne opération de la journée est l'œuvre de l'USM Blida qui est allée battre le WA Tlemcen 1-0 grâce à un but du défenseur de Tssanda juste avant la pause.

Avec cette précieuse victoire, les joueurs de Kamel Mouassa se hissent à la troisième place à deux longueurs des co-leaders. En revanche, le WAT qui a disputé cette rencontre sans l'entraîneur Lakhdar Belloumi démissionnaire la veille, confirme la difficile période que traverse les Zianides en ce début de saison, désormais neuvième au classement.

De son côté, l'O Médéa a décroché le point du match nul lors de son déplacement contre le CRB Ain Fekroun où rien ne va plus.

En infériorité numérique après l'expulsion d'un joueur, les Olympiens ont réussi à contrer les assauts des locaux. L'A Boussaâda poursuit sa descente en enfer, alors qu'il y a à peine quelques semaines, elle dominait la compétition.

L'équipe a essuyé sa quatrième défaite de suite face au CA Batna (2-0). Un doublé de Fezzani (16',65') a permis aux hommes de Ameer Djamil de renouer avec le succès et

pointent à la 8^e place avec 12 points.

L'USMM Hadjout a renoué de son côté avec le chemin de la victoire à l'occasion de la réception de CA BBA (1-0).

Résultats et classement :

RCR- DRBT	1-0
CAB -ABS	2-0
USMMH-CABBA	1-0
MCS-ESMK	1-0
CRBAF- OM	0-0
WAT-USMB	0-1
JSMB-USC	2-2
ASK-ABM	4-1

	J	Pts
1. MC Saïda	17	9
— JSM Béjaïa	17	9
3. USM Blida	15	9
— O. Médéa	15	9
5. RC Relizane	14	9
— US Chaouia	14	9
7. CABBA	13	9
8. CA Batna	12	9
— WA Tlemcen	12	9
— CRB A-Fekroun	12	8
— AS Khroub	12	9
12. A Boussaâda	11	9
— DRBTadjenanet	11	9
4. ESM Koléa	9	9
— USMM Hadjout	9	9
16. AB Merouana	5	9

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre

Les «indigènes» se rebiffent

Par Nazim Rochd

Il y a de quoi voir monter beaucoup de son adrénaline, quand on est convaincu d'être assuré de la soumission et de l'allégeance, et que l'on rencontre un refus de se plier à sa requête. C'est ce qui est arrivé aux membres de la mission française d'experts, venus enquêter sur les causes de la mort des malheureux trappistes de Tibhirine. Ils croyaient, sérieusement, qu'ils étaient dans une colonie où ils pouvaient faire comme bon leur semblait, pour l'occasion, se substituer aux autorités algériennes. Déjà que ces dites autorités aient accepté de les laisser faire, en Algérie, ce qu'elles n'auraient jamais dû concéder, ne leur a pas suffi. Un scanner a même été mis à disposition, pour leur éviter d'en ramener un de chez eux. Les crânes des victimes ne présentant pas d'impacts de balles, cela met mal à l'aise la thèse de la bavure. Le témoignage du général François Buchwalter qui tient de l'ami du frère du pilote qui lui aurait dit que son frère lui aurait dit qu'il aurait tiré, par erreur, sur un bivouac, croyant à un rassemblement d'éléments du GIA, prend eau. Les mitrailleuses d'un hélicoptère ne font pas de détail, quand elles tirent leurs salves. A moins d'un concours inimaginable de circonstances, les têtes, toutes les têtes, ne pouvaient échapper aux balles. Il faut donc parer à la déception. Les experts ont prélevé des échantillons pour les «examiner» en France, faire des tests ADN, pour «approcher de la vérité», par exemple, prouver que les crânes sont bien ceux des moines !!! Comme suite à l'attitude tout à fait digne des

Algériens, le couperet de l'accusation tombe, tout prêt qu'il était de tomber, tout préparé qu'il l'était depuis l'irruption du «témoignage» de l'ami du frère du pilote. Pour le moment, c'est l'avocat des familles qui se risque à dire que «la thèse officielle qui accuse le GIA cesse d'être crédible» et d'ajouter : «On pourra en déduire que c'est une sorte d'aveu de responsabilité de votre part» aux vis-à-vis algériens. C'est-à-dire que les analyses des prélèvements ne peuvent être menés efficacement que par les Français. Thèse ouvertement exprimée par France info qui considère que «ce blocage est d'autant plus regrettable que les juges français doutent de la capacité des Algériens à réaliser eux-mêmes les analyses nécessaires (ADN notamment), et même de leur capacité à conserver les prélèvements dans de bonnes conditions». Ainsi, l'Algérie est sommée de se défaire de ses prérogatives d'Etat souverain et de laisser les autorités françaises procéder, à sa place, à tirer les conclusions sur un crime qui s'est produit sur ses terres. Là il ne s'agit pas d'une demande de collaboration, mais d'un véritable abandon de prérogatives au profit d'une justice étrangère, dont le souci, de plus en plus évident, est de fabriquer le maximum de preuves à charge contre l'armée algérienne. On en vient à se poser cette question : «Et si l'information de l'ami du frère du pilote était avérée, quelles conséquences peuvent en découler ?» Un remake du coup de l'éventail ? Exiger une extradition du «coupable» pour qu'il soit jugé par la justice française ? Tous les délits sont autorisés. N. R.

Contrebande à El Oued

Saisie de 2 800 litres de carburant et de 2 véhicules

UNE QUANTITÉ de 2 800 litres de carburant et deux véhicules ont été saisis par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel d'El-Oued, indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre le crime organisé, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel d'El-Oued/4^e Région militaire et en collaboration avec les Douanes algériennes, a saisi

aujourd'hui 24 octobre 2014 à 3h00 du matin, suite à une patrouille de reconnaissance menée près de la localité d'El Mkhaliha dans la commune de Hassi Khalifa, deux véhicules chargés d'une quantité de 1 200 litres de carburant», précise le communiqué. «Dans le même contexte, et dans la localité de Taleb Larbi, wilaya d'El Oued, un autre détachement a intercepté aujourd'hui à 00h55 du matin trois charrettes chargées de 1 600 litres de carburant», ajoute la même source. Yanis D.

Législatives en Tunisie



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

100 médecins généralistes et 38 spécialistes n'ont pas rejoint leurs postes

Le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Tizi Ouzou, Gaceb Mustapha, a fait état, jeudi, d'un important déficit en médecins spécialistes et généralistes pour assurer une meilleure couverture sanitaire de la région.

Par Hamid M.

S'exprimant à l'occasion d'une réunion du conseil de wilaya consacrée à l'état et perspectives de la santé, il a indiqué que les structures publiques du secteur à Tizi-Ouzou souffrent d'un déficit de 109 médecins généralistes, alors que sur un total de 64 médecins spécialistes (radiologues, gynécologues et autres) affectés à la wilaya de Tizi-Ouzou, «seuls 26 ont rejoint leurs postes, les autres ayant introduit des recours ou ont tout simplement fait le choix de ne pas intégrer leurs postes dans le secteur public, préférant faire des rotations dans le secteur privé». Pour expliquer les raisons de ces défections, le responsable a mis en avant «la durée du service civil, la charge de travail et le problème d'hébergement» pour les cas des spécialistes, alors que pour les médecins généralistes la majorité d'entre

eux «évitent certaines localités éloignées comme Iferhounene, Illilten et Ain El Hammam, préférant le chef-lieu de wilaya, ses environs et les villes côtières». Au problème du fonctionnement des services de radiologie dans les structures de santé de la wilaya de Tizi Ouzou, M. Gaceb a soutenu que le personnel reste insuffisant et ne permet pas de faire fonctionner les services en H24. A ce propos, le wali de Tizi Ouzou, qui a présidé la réunion, a instruit le DSP et le directeur général du CHU Nédir-Mohamed ainsi que les chefs d'établissements de santé, de se pencher sur la question et de dégager des propositions pour la prochaine rencontre consacrée au même CHU, prévue pour demain 27 octobre. Par ailleurs, dans la matinée de jeudi dernier, avant la tenue de cette réunion, le wali a donné le coup d'envoi, depuis le siège de la wilaya,

d'une campagne de sensibilisation et de dépistage du cancer du col de l'utérus et du sein au profit des femmes de 11 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou à l'initiative de la DSP. La caravane, composée de trois cliniques mobiles, mobilisant un total de 10 médecins, 20 sages-femmes, 5 secrétaires médicales et 5 agents polyvalents sillonna, jusqu'au 30 d'octobre courant, les localités de Djemaa Saharidj, Azazga, Bouzeguène, Illoula Oumalou, Akkerou, Ait-Yahia-Moussa, Draa-El-Mizan, Tizi-Gheniff, Boghni et Bounouh. H. M.

Atteinte à l'honneur d'autrui sur Internet à Béjaïa Un individu arrêté par la police

UN INDIVIDU, auteur de diffusion de photo d'une jeune fille sur le réseau Internet, a été arrêté mercredi dernier par la brigade économique et financière de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya. Il s'agit de B.A. âgé de 23 ans résidant à Jijel. Il a été interpellé suite à une plainte déposée par la victime R.Y. âgée de 20 ans, indique la cellule de communication et de presse de la sûreté de wilaya. Le mis en cause a dérobé la tablette de la victime pour se venger d'elle et de ses parents qui ont refusé de lui accorder sa main. La tablette renfermait des photos de la jeune fille avec sa famille qu'il n'a pas hésité à publier sur la toile. Lors de l'audition, le mis en cause a reconnu les faits qui lui sont reprochés devant les enquêteurs de police qui l'ont présenté devant le parquet. Il a été placé en détention provisoire pour «violation de la vie privée et atteinte à l'honneur d'autrui sur Internet et violence verbale», ajoute la même source. H. Cherfa

Le Quai d'Orsay au sujet de l'affaire Tibhirine

La délégation française s'est déplacée dans des conditions «satisfaisantes»

LE DÉPLACEMENT de la délégation judiciaire française en Algérie, dans le cadre de l'affaire des moines de Tibhirine, s'est passé dans des conditions «satisfaisantes», a affirmé vendredi le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international, Alexandre Georgini. «Le déplacement de la délégation judiciaire française en Algérie s'est passé dans des conditions satisfaisantes et il y a lieu de remercier les autorités de l'accueil qu'elles lui ont réservé et des moyens mis à sa disposition», s'est félicité M. Georgini. «Je suis certain que nos autorités judiciaires respectives sauront maintenir ensemble les conditions d'une collaboration fructueuse», a-t-il ajouté. La déclaration du porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères intervient après la sortie médiatique de l'avocat des familles des moines de Tibhirine qui a dénoncé, jeudi à Paris, ce qu'il a appelé une «confiscation» des preuves par l'Algérie. Intervenant lors d'une conférence de presse, Patrick Baudouin a évoqué la «terrible déception» des familles des moines de Tibhirine de voir les investigations bloquées par le refus de l'Algérie du transfert en France des prélèvements opérés par l'équipe du juge Marc Trevidic sur les dépouilles des moines. Pour sa part, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a affirmé jeudi que la justice algérienne «accomplit son travail normalement concernant l'affaire de Tibhirine», ajoutant qu'un magistrat algérien «se trouve actuellement en France dans le cadre d'une commission rogatoire». A. S.